



CUMUNICATU DI STAMPA FEMU A CORSICA

29.10.2024

VISITA DI A MINISTRA VAUTRIN IN CORSICA

Quel bilan dresser de la visite de deux jours en Corse de Madame Catherine Vautrin, Ministre en charge de la décentralisation et de la Corse ?

- **Sur la forme**, la Ministre s'est montrée ouverte et à l'écoute, prenant soin de ne fermer aucune porte et de ne pas créer de points de blocage pouvant venir aggraver une situation globale tendue.
- **Sur le fond**, les positions développées par la Ministre sont beaucoup plus contrastées, et quelquefois inquiétantes.
- Au plan politique global, le calendrier annoncé pour la réforme constitutionnelle fixe certes comme objectif un Congrès à l'automne 2025, mais **le discours d'ensemble qui a été porté pendant la visite ministérielle en Corse n'a à aucun moment démontré que le Gouvernement reconnaît clairement la dimension politique de la question corse.**

Ni dans la sémantique : la Ministre a insisté avec ses interlocuteurs sur le fait qu'il n'y avait pas "un dossier corse" mais "des dossiers corses". Une nuance rappelant, cinquante ans après, à la phrase de Valéry Giscard d'Estaing prétendant qu'il n'y avait pas de "problème corse", mais "des problèmes en Corse".

Ni sur le fond, en tenant un discours passe-partout sur la décentralisation, calqué sur le droit commun.

Nous le réaffirmons donc avec solennité : il y a une question corse, et elle touche à la reconnaissance d'un peuple et de ses droits.

Concernant les dossiers urgents sur lesquels l'Assemblée de Corse, s'est exprimée à l'unanimité et qui ont mobilisé largement la Corse et les Corses ces dernières semaines, il n'y a eu aucune réponse claire.

Ni sur la ré-indexation de la Dotation de Continuité Territoriale, ni sur la solution de la SMO pour garantir le principe de maîtrise publique sur les ports et aéroports.

Nous n'accepterons pas les solutions biaisées ou les demi-mesures dans ces deux dossiers stratégiques et aux enjeux majeurs.

Concernant les perspectives budgétaires, nous avons conscience des difficultés dans lesquelles se retrouvent l'État et le Gouvernement, mais le discours est là aussi extrêmement inquiétant pour toutes les collectivités. Celles-ci doivent faire les plus gros efforts alors qu'elles ne pèsent que 8% du déficit public et génèrent 25% de l'investissement.

La situation particulière de la Corse n'a fait l'objet d'aucun engagement spécifique de la part de la Ministre, ni pour les communes et intercommunalités, ni pour la Collectivité de Corse qui investit dans des proportions jamais atteintes, et dans tous les domaines : eau, éducation, infrastructures de transports, culture, communes...

Pire encore, certaines restrictions budgétaires ou mesures sont annoncées : baisse de la part dynamique de la compensation de la TVA dévolue aux régions ; diminution du fonds vert ; taxe sur les billets d'avion ; taxe sur le fret alimentaire entraînant une hausse mécanique des prix ; hausse des cotisations de la Caisse Nationale des Retraites des Agents des Collectivités Locales.

Le risque d'une crise budgétaire majeure et de son impact sur l'ensemble des acteurs et territoires de l'île, et sur le quotidien des Corses est donc plus que jamais avéré.

Pour Femu a Corsica, ces options budgétaires auraient de graves conséquences et ne sont pas envisageables.

Plus globalement, il est donc hors de question, par glissements

successifs, de laisser affaiblir la portée des accords politiques ayant débouché sur le projet d'écritures constitutionnelles comme il est hors de question de faire payer aux corses les pots cassés de dérives financières réalisées à l'échelle de l'État lui-même.

Plus que jamais un nouveau pacte fiscal et budgétaire intégré à un statut d'Autonomie garantissant les intérêts économiques, sociaux et culturels légitimes et vitaux de la Corse et du peuple corse doit être à l'ordre du jour et traduit par des décisions politiques fortes.

Au regard de l'urgence de la situation et comme annoncé lors de sa dernière conférence de presse, Femu a Corsica a décidé d'engager une concertation large à l'échelle de la Corse pour informer, solidariser et mobiliser tous les acteurs, les maires, le monde économique et social, les citoyens face à cette situation inédite et d'une gravité potentielle extrême.